

Journée d'études du GI
« Les ONG de développement face à l'urgence : enjeux et stratégies d'adaptation »

La gestion et la prévention des crises pastorales sahéliennes

Tisser des partenariats pour améliorer la complémentarité entre les dispositifs publics de prévention et de gestion des crises alimentaires et les stratégies des pasteurs

JOHNY EGG, BERNARD BONNET, ET HENRI LETURQUE

L'étude cas proposée porte sur une action pour améliorer la prévention et la gestion des crises pastorales menée en partenariat par 3 organisations aux compétences complémentaires : le Réseau Billital Marobé (RBM, réseau des organisations d'éleveurs et pasteurs d'Afrique de l'Ouest), OXFAM (confédération internationale d'ONG spécialisée dans les campagnes de plaidoyer) et l'IRAM (bureau d'études associatif investi dans la coopération internationale au développement).

L'action en partenariat est présentée ici sous l'angle de vue de l'IRAM. Elle devrait permettre d'alimenter la discussion sur deux des quatre questions mises en avant dans le cadrage de la journée d'étude :

1. Comment interagir avec les acteurs de l'urgence, comment articuler les actions des ONG de développement avec celles d'intervenants ayant des principes et objectifs distincts, comment envisager des collaborations qui valorisent les actions de chacun ? ;
2. Comment favoriser et systématiser l'intégration des logiques et des dispositifs de prévention des crises au sein des actions de développement?

Le cadre de l'action est le Sahel et son origine le Niger. Pour préciser ce contexte de crise humanitaire par rapport à d'autres à l'échelle du monde, on retiendra (en mettant en exergue le cas du Niger) les caractéristiques suivantes:

- Pauvreté : ces pays comptent parmi les plus pauvres, le Niger a un des taux de croissance démographique les plus élevés du monde ; mais la pauvreté est moins criante (moins « médiatique») que dans les pays / zones à forte densité démographique d'Asie ;
- Risques Climatiques : c'est une zone à risque climatique, les populations se sont organisées de longue pour se prémunir contre les chocs, mais cela n'empêche pas la répétition des crises alimentaires ;
- Dépendance : les pays du Sahel sont pour la plupart très dépendant de l'aide internationale et leurs Etats sont « fragiles » ;
- Gouvernance : suite à plusieurs famines que l'aide internationale n'a pu éviter, des dispositifs publics de prévention et gestion des crises alimentaires ont été mis en place avec l'aide des donateurs ; mais la gouvernance de ces dispositifs est difficile étant donné la disparité des intérêts et la faible capacité des Etats ;
- Changements : on assiste ces dernières années à un changement de paradigme, avec, d'un côté, un certain épuisement de la résilience des systèmes vie des populations qui entraîne une augmentation de l'exposition aux crises alimentaire et, d'un autre, une certaine « fatigue » de l'aide au Sahel dans l'opinion publique européenne ce qui réduit et ralentit les flux d'aide. Dans ce contexte, une concurrence s'est engagée entre le dispositif de l'aide humanitaire internationale piloté par les Nations-Unies et les acteurs des dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises alimentaires.

1. L'origine de l'action : la crise alimentaire de 2005 au Niger

L'origine de l'action remonte pour l'IRAM à la crise alimentaire du Niger de 2005. Cette crise prend les acteurs du développement par surprise. Elle survient sans avoir été annoncée, alors que le Niger a un dispositif de prévention des crises réputé fiable ; elle est accompagnée d'une très forte médiatisation que le Sahel n'avait plus connue depuis longtemps et, contrairement aux précédentes crises, les populations identifiées comme les plus touchées sont celles des principales zones de production de céréales du Niger (Maradi et Zinder).

La situation interpelle les acteurs du développement, en particulier l'IRAM pour qui le Niger est un terrain historique de la coopération au développement et dont les programmes qu'il a appuyés ont porté sur différentes facettes de la sécurité alimentaire (développement de la production agricole, sécurisation des systèmes pastoraux, politique de sécurité alimentaire, systèmes d'information et dispositif national de prévention des crises alimentaires, échanges avec le Nigeria...).

Nous avons donc décidé de nous donner les moyens de comprendre cette situation. L'opportunité nous en a été offerte par « l'évaluation du Dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires (DNP-GCA) face à la crise de 2004-2005 », réalisée à la demande du CRC (organe de pilotage du Dispositif appuyé en particulier par l'UE et la coopération française).

La crise alimentaire 2005 ne correspond pas au modèle type pour lequel l'observatoire (système de prévention) a été conçu au Niger comme dans les autres pays du Sahel. Elle n'est pas due à un choc au niveau de l'offre, mais à l'imbrication de plusieurs causes reflétant la baisse continue de la résilience des ménages. Et, surtout, elle met en avant une réalité oubliée par les dispositifs publics de prévention : le niveau très élevé de malnutrition (au Niger et dans les autres pays du Sahel) qui mobilise les acteurs de l'aide humanitaire. Tout se passe comme s'il y avait deux crises, une crise alimentaire suivie par les acteurs du dispositif national (issus pour la plupart du monde du développement), qui surveillent les indicateurs de disponibilités et de prix¹, et une crise nutritionnelle suivie par les acteurs de l'aide humanitaire qui réagissent à partir des indicateurs de prévalence de la malnutrition infantile.

Ce clivage entre ces deux visions de la situation (avec leurs modes opératoires spécifiques) va fortement interférer sur le déroulement de la crise. Les divergences de diagnostic retardent les opérations d'aide, le débat sur l'urgence de distributions gratuites d'aide alimentaire sur une grande échelle (qui oppose le PAM et les acteurs de l'aide humanitaire au gouvernement) paralyse le dispositif national. Lorsque l'urgence est décrétée, la gestion de la crise est prise en mains par les acteurs humanitaires (agences de l'ONU et ONG) et échappe aux acteurs locaux (y compris les donateurs institutionnels).

La crise 2005 du Niger est ainsi emblématique des changements (à plusieurs niveaux) des conditions de la sécurité alimentaire au Sahel².

Choc, arrivée massive des ONG humanitaires, les acteurs de la prévention des crises alimentaires n'étaient pas habitués aux « teeshirts » et les spécialistes de l'urgence découvrent une situation qui ne correspond pas au standard des catastrophes auquel ils sont habitués (pour lequel ils sont formés).

On retiendra des changements à deux niveaux :

- i. Les déterminants de la crise : on constate un accroissement de la vulnérabilité et un épuisement de la résilience des populations (« la crise nous a trouvé à genoux » ; la prévalence de malnutrition reste durablement élevée ; la part de l'alimentation qui passe par le marché a augmenté ce qui rend les ménages plus sensibles à la variabilité des prix des céréales). Dans ce contexte, un choc de faible ampleur peut provoquer une crise.

¹ En fait il faudrait dire trois crises, car l'évaluation a montré que le Dispositif national s'est focalisé sur la dimension « disponibilité » des céréales au détriment de la dimension « accessibilité ». Or celle-ci s'est révélée déterminante lorsque les flux de céréales avec le Nigeria (habitude de la sécurité alimentaire du Niger) ont changé de sens et que les prix ont flambé sur les marchés du Niger.

² Michiels D., Egg J., avec la collaboration de R. Blein et F. Delpeuch (2008). – Les politiques de prévention et gestion des crises alimentaires : Enseignements de la crise du Niger de 2005.- Paris : MAEE, DGCID, série « études », 90 p.

On assiste donc à un tournant dans la prévention et gestion des crises au Sahel. Avec les Plans d'Ajustement Structurel on a négligé l'agriculture et les politiques de sécurité alimentaire et mis en contrepartie l'accent sur la gestion des crises. Aujourd'hui, il est indispensable d'investir dans la reconstitution des capacités des ménages vulnérables et dans la sécurité alimentaire à long terme si l'on veut éviter la répétition inéluctable des crises. Dans cette situation, la pertinence des instruments de la prévention / gestion des crises sont aussi questionnés ; on a notamment besoin d'outils adaptés à la réhabilitation (filets de sécurité...) qui n'ont que très peu été utilisés au Sahel jusqu'ici.

- ii. Les acteurs de l'aide : on a assisté lors de la crise de 2005 au Niger à un choc frontal entre les logiques d'urgence et de développement, d'autant plus fort que le Niger (Sahel) n'était pas préparé à la nouvelle logique de l'urgence où la médiatisation (forte) est primordiale, les gros moyens sont engagés et la gestion de la crise est « obligatoirement » externalisée. Dans le cas particulier du Niger en 2005, le dialogue était quasiment impossible : les urgentistes (venus du monde des grandes catastrophes) ne comprenaient pas cette crise (notamment l'absence des signes habituels comme les réfugiés dans la capitale) et les développeurs ne comprenaient pas cette urgence pour des manifestations de crise « banalisées » (comme la malnutrition infantile). Le conflit de normes qui a débouché sur un conflit d'acteurs a été partie prenante de la crise, il a participé de ses « causes ». Une réelle concurrence est désormais à l'œuvre entre les organisations des Nations-Unies et les dispositifs nationaux (et régionaux) pour le leadership de la prévention et gestion des crises au Sahel.

Après avoir organisé une journée d'étude IRAM sur les enseignements de cette crise alimentaire³, nous avons tiré la conclusion que nous devons développer nos compétences sur la thématique de la vulnérabilité, travailler à l'amélioration des instruments de l'aide et chercher à convaincre les responsables des dispositifs de prévention et gestion des crises alimentaires de l'impératif de mieux lier dans les faits les approches court et long terme de la sécurité alimentaire.

2. L'élaboration d'une action sur la crise pastorale de 2009-10 au Sahel

Le Sahel a connu une nouvelle crise en 2009/2010. Dès 2009, les pasteurs sont sévèrement affectés par la raréfaction des ressources fourragères suite à la sécheresse. La crise alimentaire et nutritionnelle s'étend largement à la soudure 2010, elle est de grande ampleur au Niger en particulier où l'urgence humanitaire est déclarée et l'accent est mis sur la lutte contre la malnutrition⁴. Selon certaines estimations, la crise aurait touché près de 10 millions de personnes dans 5 pays du Sahel.

Par son ampleur géographique et le déficit élevé en fourrages, la crise pastorale est particulièrement sévère ; dans plusieurs régions, notamment au Niger, elle s'inscrit dans une succession de crises qui ont déstabilisé les systèmes de production et affaibli la capacité de résistance des ménages aux chocs climatiques et économiques. L'utilité des aides publiques est réaffirmée dans ce contexte.

Dans le prolongement de la réflexion sur la crise de 2005 au Niger, l'IRAM se mobilise dès les premières manifestations de cette nouvelle crise ; il engage des ressources pour faire le point sur la situation et préparer une action.

L'action portera sur la crise pastorale suite à la demande du Réseau Billital Maroobé (réseau régional d'organisations d'éleveurs et de pasteurs) avec qui l'équipe de l'IRAM a noué des relations de travail depuis plusieurs années et investit sur le plaidoyer pour la reconnaissance des systèmes pastoraux au Sahel.

³ En s'interrogeant notamment sur le thème « humanitaires et développeurs, des réponses contradictoires ? ». Cf Comptendu de la journée d'étude IRAM du 15 septembre 2006 : « Crise alimentaire 2005 au Niger : les politiques de développement dans l'impasse ? ».

⁴ Michiels D., Blein R. (avec J. Egg), 2011. Evaluation des systèmes de réponse à la crise alimentaire 2010 au Niger. Tome 1 : synthèse du diagnostic et recommandations. COWI, IRAM ; Délégation de l'U.E. au Niger.

L'objectif est d'accompagner les préoccupations des organisations d'éleveurs pour améliorer la politique de prévention et de gestion des crises à partir du constat, réitéré en 2009/2010, que les éleveurs sont les parents pauvres de l'aide octroyée par les dispositifs publics. On constate, d'une part, un grand décalage entre le diagnostic des besoins et le niveau de l'aide effectivement décidée et, d'autre part, un manque d'adéquation des instruments d'aide aux besoins (stratégies) des pasteurs. Ce décalage a déjà été mis en lumière dans les bilans des crises précédentes (notamment celle de 2005 au Niger), mais les recommandations tardent à être prises en compte, en partie en raison des réticences - non avouées explicitement - de donateurs qui estiment que le ciblage en milieu pastoral est « trop » compliqué et de certains responsables nationaux pour qui l'avenir de l'élevage passe par une sédentarisation.

L'engagement dans cette action est réalisé en partenariat entre RBM, IRAM et Oxfam à l'initiative du RBM (qui travaillait déjà, mais de façon séparée, avec les deux organisations). La complémentarité de compétences entre les 3 organisations est vue comme un atout pour atteindre les objectifs fixés :

- Le réseau Billital Maroobé se fait l'écho des préoccupations des éleveurs et pasteurs et travaille au renforcement des capacités de ses membres ; il permet d'organiser un travail à l'échelle de plusieurs pays ; il a développé une capacité de plaidoyer et acquiert du poids dans la négociation des politiques publiques.
- L'IRAM a une compétence technique avérée sur les systèmes pastoraux notamment en milieu sahélien⁵ et a par ailleurs appuyé les Dispositifs nationaux de prévention et gestion des crises alimentaires au Sahel.
- Oxfam est une ONG spécialisée dans les actions de plaidoyer et qui prend en charge de nombreux programmes d'aide d'urgence ; en Afrique de l'Ouest, elle a engagé depuis plusieurs années un appui au renforcement des capacités des organisations d'éleveurs.

L'action comporte 4 volets :

- **Une étude de l'impact de la crise sur les conditions de vie des pasteurs et les appuis apportés** par les dispositifs de prévention et gestion des crises alimentaires. L'analyse est menée à partir d'un recueil de témoignages d'éleveurs et d'acteurs de la prévention dans 4 régions des pays les plus touchés : Tanout (Niger), Haraze Al Biar (Tchad), Gao (Mali) et Fada (Burkina Faso), de façon à appréhender les différences de stratégie des éleveurs.
- **Des propositions** pour une meilleure prise en compte des besoins des éleveurs dans les dispositifs de prévention / gestion des crises.
- **Des opérations de plaidoyer** auprès des dispositifs nationaux et régionaux de prévention et de gestion des crises (gouvernements et partenaires techniques et financiers), des organismes d'intégration régionale.
- **La réalisation de supports de formation** pour les antennes du Réseau Billital Maroobé.

3. Les résultats

3.1. Le déroulement de l'action

Les témoignages de pasteurs et d'acteurs confrontés à la crise ont été recueillis dans 4 pays par les antennes nationales du Réseau Billital Maroobé au cours de l'année 2010 avec l'appui méthodologique de l'IRAM et d'Oxfam. Les interviews réalisées fournissent un matériau riche et suffisamment cohérent pour établir le diagnostic souhaité sur la perception de la crise par les pasteurs, les stratégies qu'ils ont suivies, les effets de la crise sur les conditions de vie des familles, le décalage entre les aides annoncées et reçues, la perception par les pasteurs des actions des dispositifs nationaux de prévention et gestion des crises alimentaires. A partir de là, des propositions ont été élaborées pour améliorer la complémentarité entre les dispositifs publics et les

⁵ Au moment du lancement du travail avec RBM, l'équipe (sous la direction de Bernard Bonnet) venait de terminer des études de cas sur la vulnérabilité et la résilience des éleveurs au changement climatiques et sociétaux au Mali, Niger, Bénin, Sénégal dans le cadre du programme de recherche ECLIS financé par l'ANR.

stratégies des éleveurs. Ce travail a donné lieu à un rapport de synthèse⁶, puis à une publication sous forme d'un numéro spécial de la revue AGRIDAPE⁷.

Un atelier sous-régional a été organisé à Niamey en janvier 2011 pour débattre des conclusions et recommandations de l'étude avec les organisations professionnelles du RBM, des responsables des institutions publiques du Niger, des ONG et des agences de coopération qui interviennent dans le domaine de l'élevage. Une deuxième partie de l'atelier a été consacrée à des sessions de formation et de planification en matière de plaidoyer, avec l'appui technique et financier d'Oxfam⁸.

RBM a par ailleurs pris plusieurs initiatives pour attirer l'attention des décideurs sur l'ampleur de la crise (communiqués, conférences de presse, interventions dans les instances régionales). Et les propositions de l'étude ont été soumises à la réunion du RPCA (Réseau régional de prévention des crises alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest animé par le CILSS) en avril 2011 à Paris.

3.2. Constat et propositions

Les témoignages des pasteurs mettent en évidence que si le diagnostic a bien été fait à temps par les dispositifs de prévention publics, l'action a une nouvelle fois été mise en œuvre avec retard, elle a rencontré des difficultés de ciblage et, au final, on constate un grand décalage entre les appuis décidés et les besoins des éleveurs.

Ce décalage vient du fait que l'intervention des dispositifs est faite en majeure partie au moyen d'instruments « généralistes », qui visent l'ensemble de la population et sont mal adaptés aux spécificités des pasteurs : distributions gratuites de vivres, assistance alimentaire sous forme de *food et cash for work*, ventes de céréales à prix modérés, banques céréalieres, semences et équipement agricoles. Seule la fourniture d'aliments du bétail et de produits vétérinaires tente de répondre spécifiquement aux besoins des éleveurs, mais les quantités distribuées ont été « insignifiantes » et sont arrivées tardivement.

Les propositions formulées à la suite de l'étude visent à mieux articuler les niveaux d'intervention local, national et sous-régional, d'une part, et à distinguer les enjeux conjoncturel et structurels, d'autre part. Elles soulignent également l'importance d'accorder un rôle plus spécifique aux associations d'éleveurs dans les dispositifs publics. **Plus spécifiquement, il s'agit de réussir à mieux intégrer le risque de crise pastorale dans les politiques publiques de développement rural et dans les dispositifs publics de prévention**, en intervenant dans trois registres d'action complémentaires:

- le soutien renforcé et mieux ciblé aux ménages de pasteurs vulnérables en période de crise ;
- les actions visant à améliorer l'efficacité des dispositifs d'intervention publique pour permettre une prise de décision plus rapide et mieux ciblée lors des crises pastorales ;
- les actions structurelles indispensables pour une meilleure adaptation des systèmes pastoraux aux différents risques (climatiques, économiques et politiques).

a) Un soutien renforcé et mieux ciblé aux ménages de pasteurs en période de crise

Les travaux conduits dans l'analyse des crises successives sur les trajectoires familiales des pasteurs montrent comment la perte massive et brutale des animaux peut exclure plus ou moins définitivement des familles du système pastoral. Malgré les systèmes de solidarité endogènes très actifs, en particulier à travers les prêts de bétail, des familles se voient ainsi économiquement et socialement exclues. La perte de la mobilité

⁶ RBM (Réseau Bilital Maroobé), 2011.- La crise pastorale de 2009/2010 au Sahel. Témoignages de pasteurs et d'acteurs confrontés à la crise au Niger, Tchad, Mali et Burkina Faso.- Niamey : RBM avec l'appui technique et financier d'Oxfam International et de IRAM Association. Février, 44 p.

⁷ Les éleveurs du Sahel face à la crise pastorale de 2009. AGRIDAPE, n° spécial octobre 2011, IED Afrique.

⁸ Cf : Réseau Billital Maroobé, 2011.- Compte rendu de l'atelier sous régional sur le pastoralisme face à la crise alimentaire de 2009/2010 au Sahel et de formation et planification en plaidoyer.- Niamey, janvier.

s'accompagne aussi d'un isolement social très éprouvant pour les familles de pasteurs très organisées pour gérer les déplacements des familles et des troupeaux.

Lors des dernières crises, de nombreuses actions de soutien des pasteurs ont été expérimentées au Sahel par des associations, des ONG, des projets et l'Etat. On citera l'achat des animaux et leur transformation en viande séchée (souvent qualifiée abusivement d'opérations « déstockage »), la mise à disposition de céréales et distributions de vivres, le soutien à la reconstitution des troupeaux, mesure très appréciée des pasteurs.

Les opérations d'urgence tentent régulièrement de mobiliser des stocks d'aliment du bétail en période de crise. Cependant, les interventions publiques sont généralement lourdes à organiser, couvrent mal les besoins et aboutissent comme on a pu le voir en 2009 à une mise à disposition trop tardive des aliments en question pour avoir un effet sur les pertes de bétail. Pourtant, les pasteurs sont demandeurs de ces aliments du bétail et en achètent de plus en plus quand ils sont disponibles sur les marchés à bétail de l'intérieur.

Ainsi, diverses expériences existent mais sont malheureusement trop peu capitalisées, ce qui diminue fortement l'efficacité quand il faut construire rapidement une stratégie d'intervention au sortir d'une nouvelle crise. La répétition de mises en place de banques céréalières collectives et banques d'aliments du bétail, qui doivent être réapprovisionnées lors de chaque campagne, en témoigne, alors que les pasteurs développent des stratégies d'approvisionnement en céréales efficaces et articulés sur de vastes espaces commerciaux transfrontaliers.

L'IRAM a proposé un travail de capitalisation des expériences en matière de production et de mise à disposition d'aliments du bétail et de reconstitution du cheptel qui pourrait déboucher sur une proposition de dispositif facilitant de manière structurelle l'approvisionnement en aliments du bétail et soutenant plus efficacement les pasteurs les plus vulnérables au sortir des crises.

b) Des actions permettant d'améliorer l'efficacité des dispositifs de prévention et gestion des crises

Tout l'enjeu est ici de réussir à rapprocher les systèmes d'observation des pasteurs avec ceux des dispositifs d'intervention publics pour accroître la rapidité et la pertinence des prises de décision, ainsi que le ciblage. La crise de 2009 montre que la connaissance insuffisante du monde pastoral par les acteurs clés du dispositif d'intervention génère encore de nombreux préjugés, en plus des facteurs politiques, et conduit à une inertie dans les réponses. La question du ciblage en zone pastorale reste également posée surtout quand les volumes d'aide disponibles sont limités. Les pistes à explorer pour améliorer la synergie entre les dispositifs publics et les stratégies des pasteurs portent sur : l'élaboration de lignes directrices sur le pastoralisme à l'échelle de la sous-région à intégrer dans la charte révisée de prévention des crises alimentaires ; la cohérence et la coordination des interventions d'appui ; la mise en place d'un fonds sous-régional de solidarité permettant de mener des actions rapides en cas de crise.

c) Des actions structurelles permettant de renforcer l'adaptation des systèmes pastoraux et de limiter les pertes en période de crise

Cet axe de travail est important car les éleveurs doivent pouvoir reconstruire leur économie pastorale au sortir des crises et se préparer à en affronter de nouvelles.

Il s'agit en premier lieu de *sécuriser l'accès aux ressources pastorales en lien avec leur variabilité spatiale* : réhabilitation des infrastructures pastorales (puits pastoraux publics, balisage des aires de pâturage et des axes de transhumance en zones agricole et agro-pastorale). Plusieurs expériences ont été mises en œuvre au Tchad et au Niger ; elles permettent de tirer de nombreux enseignements d'interventions qui associent sécurisation foncière, aménagement pastoral à l'échelle intercommunale et hydraulique pastorale. Le Niger et le Mali se sont par ailleurs dotés récemment d'une stratégie nationale d'hydraulique pastorale permettant une meilleure coordination des interventions dans ce domaine.

Ensuite il s'agit de *renforcer la connaissance et le respect des droits à la mobilité et aux ressources partagées* par les organisations d'éleveurs, les acteurs institutionnels et les acteurs de la société civile. Plusieurs pays comme le Niger, le Mali et la Mauritanie se sont dotés de législations foncière, environnementale et

hydraulique qui reconnaissent les spécificités des modes d'exploitation des ressources pastorales et de la mobilité des hommes et de leurs troupeaux. L'enjeu est d'accompagner les acteurs institutionnels dans l'application de ces réglementations. C'est là un travail important qui incombe plus spécifiquement aux organisations des éleveurs, mais qui justifie le soutien à l'expérimentation de systèmes d'assistance juridique pour endiguer les attitudes répréhensibles de certains élus et administrateurs.

Conclusion

La conjoncture est aujourd'hui plus favorable au **dialogue et à la coopération entre les acteurs du développement et ceux de l'urgence humanitaire**. Après une phase de « tout urgence », le retour de l'intervention de l'Etat dans les pays d'Afrique de l'Ouest suite aux flambées des prix des céréales et la prise de conscience qu'une politique structurelle de sécurité alimentaire et nutritionnelle est indispensable pour éviter la pérennisation des crises ouvrent un espace de dialogue. L'accent mis pour aborder le contiguum sur des outils et qui empruntent aux deux logiques (les cadres d'analyse de la vulnérabilité, les filets de sécurité...) ouvre un champ de coopération.

Notre expérience de partenariat avec le Réseau Billital Marobé et Oxfam dans le cas de la crise pastorale du Sahel s'inscrit dans cette perspective. Elle nous a permis de renforcer notre capacité à atteindre nos objectifs tout en restant dans notre domaine de compétence. La complémentarité entre notre capacité d'analyse technique et socio-économique et la capacité de plaidoyer d'Oxfam et, sur un autre registre, du RBM est particulièrement adaptée ici. L'IRAM a une force de proposition dans le domaine à partir du travail accumulé sur les systèmes pastoraux et les dispositifs publics de prévention des crises, mais nous avons des limites pour faire passer nos idées au-delà d'un « premier » cercle. Le partenariat a bien fonctionné de ce point de vue, les résultats seront mesurés plus tard, mais il s'inscrit d'ores et déjà sur la poursuite de l'amélioration de nos stratégies d'intervention et dans l'ouverture de nouveaux chantiers communs.

Nous sommes conscients du potentiel de synergie d'un partenariat de ce type, mais aussi des difficultés à traverser compte tenu des logiques propres à chaque domaine et aussi des contraintes spécifiques à chacune des organisations. Un vrai apprentissage du partenariat est nécessaire pour atteindre les objectifs communs. Ce n'est qu'avec le recul sur notre opération que nous en mesurons l'importance.

Sur la base des constats et propositions formulées à l'issue de ce travail, nous souhaitons continuer à contribuer au rapprochement des dispositifs publics d'appui de prévention et de gestion de l'insécurité alimentaire et des stratégies des acteurs des systèmes agro-pastoraux.

Dans ce cadre, un partenariat pourrait être envisagé avec des ONG de l'action humanitaire autour d'études de capitalisation sur des outils d'intervention pour la reconstruction des capacités des ménages dans un contexte de forte vulnérabilité. Il permettrait à la fois un apprentissage de la coopération entre acteurs de l'urgence et du développement et la mise à l'épreuve de cadres d'analyse et d'outils d'intervention.